[](https://www.kla.tv/24872)

« L’affaire des indiscrétions » autour du conseiller fédéral Berset : nouveau rapport favorable au gouvernement ?

**« Corona-Leaks » et « L’affaire des indiscrétions », tels ont été les titres les plus souvent cités dans les médias suisses ces dernières semaines. Aujourd’hui, plusieurs procédures pénales sont en cours contre les personnes impliquées autour du conseiller fédéral Berset. Il est intéressant de se pencher sur les collusions entre la politique et les médias, qui laissent à penser que cette affaire n’est pas un cas isolé.**

« Corona-Leaks » et « L’affaire des indiscrétions », tels ont été les titres les plus souvent cités dans les médias suisses ces dernières semaines.  
  
Ces deux événements se sont produits pendant la crise du Covid en 2021 :  
« Corona-Leaks » (« Leak » signifiant « fuite »). Des informations confidentielles provenant du Département de l'Intérieur du gouvernement suisse auraient été divulguées aux médias.  
  
« L’affaire des indiscrétions » - Peter Lauener, alors conseiller en communication et plus proche collaborateur du conseiller fédéral Alain Berset, aurait transmis des informations confidentielles au groupe de médias Ringier. Il s'agirait d'informations sur des décisions à venir du Conseil fédéral concernant la prétendue lutte contre le Covid.  
C'est ce qui ressort de plus de 180 e-mails envoyés par Lauener à Marc Walder, PDG de Ringier. Le supplément « Schweiz amWochenende (Suisse week-end) » de CH Media, qui paraît tous les samedis, en a publié des extraits le 14 janvier 2023.  
  
Pendant la crise du Covid, « Blick », le journal de l’agence Ringier avait rapporté presque chaque semaine « en exclusivité » les plans du Département de l'Intérieur. Et ce, en amont des séances du Conseil fédéral.  
  
On soupçonne que les indiscrétions du Département de l'Intérieur ont été utilisées pour faire pression sur l'ensemble du Conseil fédéral. - Pour qu'il décide dans le sens d'Alain Berset. Toutes les personnes impliquées bénéficient de la présomption d'innocence.  
  
Aujourd’hui, plusieurs procédures pénales sont en cours. Une procédure pénale contre Lauener pour violation du secret de fonction et une contre les enquêteurs spéciaux de Lauener. Le 18 janvier, la radio suisse alémanique SRF a parlé d'une troisième procédure pénale : Le Ministère public de la Confédération enquête sur la fuite qui a conduit à l'histoire de CH Media.  
  
Mais ce qui est très sensible, c'est la question controversée dans les médias suisses : « Que savait le conseiller fédéral Alain Berset du comportement de son chef de la communication de l'époque ? » Ce serait « un scandale par excellence », comme l'a commenté le débat télévisé SonnTalk.  
  
« L'affaire des indiscrétions » est devenue si confuse et a pris une telle ampleur que la véritable collusion entre la politique et les médias est passée au second plan. Presque personne ne comprend de quoi il s'agit.  
  
Dans l'émission du 19 janvier 2022 [www.kla.tv/21357], Kla.TV avait déjà repris une déclaration de Marc Walder, PDG de Ringier, et révélé de véritables dysfonctionnements, comme par exemple les interdépendances entre les médias. Regardez maintenant une rediffusion, en allemand, de l'émission légèrement raccourcie et voyez comment ce n’est sans doute pas un cas isolé et comment tous les grands médias seraient impliqués.   
  
Démasqué : le PDG de Ringier a ordonné des rapports favorables au gouvernement (www.kla.tv/21357)  
  
  
Le magazine suisse « Nebelspalter » a lancé une bombe médiatique le dernier jour de l'année 2021 en divulgant une vidéo où Marc Walder, le PDG du groupe de médias suisse Ringier, révèle qu'il avait demandé aux rédactions des médias Ringier du monde entier de relater ce qui concerne la politique du Covid de manière favorable au gouvernement.  
  
La déclaration de Marc Walder a également suscité un certain tumulte dans le paysage médiatique suisse. Marc Walder a fait cette déclaration en février 2021 lors d'un « discours de motivation » de la Société suisse de management, en réponse à la question de savoir quelle était la mission fondamentale des médias en cas de pandémie :  
  
« Dans tous les pays où nous sommes actifs - et je serais heureux que cela reste dans ce cercle - nous avions dit à mon initiative : Nous voulons soutenir le gouvernement par notre couverture médiatique, afin que nous puissions tous traverser la crise sans encombre. »  
  
Il a également déclaré qu'il ne servait à rien de critiquer sévèrement le gouvernement. Les médias doivent veiller à ce que la politique ne perde pas le peuple et à ne pas enfoncer un coin entre les gouvernements et la société.  
  
Ces déclarations, aussi effrayantes soient-elles, n'ont rien d'étonnant. Ces derniers temps, on a pu constater à plusieurs reprises une extrême proximité entre la société Ringier et le Conseil fédéral. Ainsi, le Blick, vaisseau amiral de Ringier, a toujours fait ses rapports de manière très proche du ministre de la Santé Alain Berset. Sur les photos, Marc Walder semble très familier avec le membre du gouvernement.  
  
En novembre dernier, Berset a notamment pu s'exprimer en détail dans la première édition du nouveau magazine de Ringier « Interview by Ringier » - et il a visiblement apprécié la fête de lancement. Manifestement, entre le groupe Ringier, qui définit notamment « l'indépendance » comme sa propre valeur centrale, et le gouvernement suisse, il y a exactement la relation que Udo Ulfkotte, journaliste et auteur décédé, a décrite comme une « proximité entremêlée et collante avec le pouvoir ». Il devient ainsi impossible aux médias d'assumer leur fonction de gardien, c'est-à-dire, en tant que quatrième pouvoir, de surveiller la politique l'Etat et de remettre en question ses décisions de manière critique, surtout en ces temps.  
  
Cette déclaration devient encore plus explosive si l'on considère que le groupe Ringier est une puissance dans le paysage médiatique suisse. Mais ce n'est pas tout : avec le groupe d'édition allemand Axel Springer, Ringier est actif dans 18 pays, en Europe de l'Est, en Asie et en Afrique. L'ampleur de la mise au pas est donc massive.  
  
Walder a certes tenté de désamorcer ses propos dans une interview accordée à la Neue Zürcher Zeitung et a parlé de « phrases malheureuses » et de « mauvaises interprétations » de ses déclarations. La phrase selon laquelle on voulait soutenir les gouvernements par le biais des reportages médiatiques aurait été formulée de manière ambiguë. Il s'agissait pour les rédactions de Ringier de soutenir « des mesures utiles et importantes comme le port du masque, les tests et la vaccination ». Mais avec cette excuse, Walder est doublement à côté de la plaque : d'une part, il n'appartient pas aux médias de prendre parti sur les mesures anti Covid. Ces mesures devraient également être examinées et remises en question de manière critique par les médias, ce qui n'est malheureusement pas le cas actuellement. D'autre part, l'affirmation selon laquelle la vaccination est une mesure importante et judicieuse est depuis longtemps contredite par la pratique. La vaccination Covid ne protège ni de la contagion ni d'une évolution grave. De plus, les décès consécutifs à la vaccination ont augmenté de manière dramatique depuis le début de la campagne de vaccination. KlaTV en a parlé.  
  
En résumé, la déclaration scandaleuse de Marc Walder confirme ce que beaucoup soupçonnaient, à savoir qu'il existe bel et bien dans le journalisme mainstream des directives « d'en haut » sur la manière de rapporter l'affaire du Covid.   
C’est d'autant plus choquant que Walder soit à présent critiqué de la sorte par tous les grands médias suisses, alors que ceux-ci ne se distinguent guère des médias Ringier en termes de proximité avec l'Etat dans leurs reportages sur le Covid.

**de dd.**

**Sources:**

<https://www.watson.ch/schweiz/analyse/293890160-wie-viele-skandale-vertraegt-es-noch-fuer-berset-wird-es-eng>  
  
„Wäre schlichtweg ein Skandal“: Wusste Berset von den Corona-Leaks?  
<https://www.bote.ch/nachrichten/schweizundwelt/waere-schlichtweg-ein-skandal-wusste-berset-von-den-corona-leaks-art-1459031>  
  
„Das wäre dann Sonderermittler Nr. 3“  
<https://insideparadeplatz.ch/2023/01/18/fall-berset-ruettel-an-grundfesten-der-schweiz/>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#Suisse - [www.kla.tv/Suisse](https://www.kla.tv/Suisse)  
  
#ConseilFederalSuisse - Conseil Fédéral Suisse - [www.kla.tv/ConseilFederalSuisse](https://www.kla.tv/ConseilFederalSuisse)  
  
#PolitiqueSuisse - [www.kla.tv/PolitiqueSuisse](https://www.kla.tv/PolitiqueSuisse)

[](https://www.kla.tv/fr)**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!  
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)

*Licence: C:\Users\W\Downloads\ccby_transparent.png Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.  
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.